



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 11 JUIN 2024**

portant prescriptions complémentaires à la société EMFI à NIEDERMODERN pour  
la modification d'une installation de stockage de xylène et la mise à jour de certaines dispositions

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2010, portant autorisation d'exploiter au titre I<sup>er</sup> du Livre V du code de l'environnement des installations classées pour la protection de l'environnement par la société EMFI SAS à Niedermodern ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 juin 2014, modifiant certaines prescriptions de l'arrêté du 30 juillet 2010 ;
- VU** le dossier de modification transmis le 4 avril 2023, et complété le 31 juillet 2023, relatif à la modification d'un réservoir de xylène et à la modification du tableau de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le rapport du 9 novembre 2023 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- VU** la participation du public par voie électronique qui s'est déroulée du 03 avril 2024 au 17 avril 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet concerne le remplacement de la cuve enterrée de xylène par une cuve de stockage extérieure verticale de 64 m<sup>3</sup>, soit 58 tonnes ;

**CONSIDÉRANT** que le nouveau projet, ainsi que la mise à jour des niveaux de stocks des produits soumis la rubrique n° 4331 « Stockage de Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 » implique un passage du régime de la déclaration déjà existante sur site, soit moins de 100 tonnes, au régime de l'enregistrement à 138 tonnes ;

**CONSIDÉRANT** que le nouveau projet ne génère pas d'impacts environnementaux, de dangers et inconvénients significatifs nouveaux ou plus importants que ceux existant actuellement ;

**CONSIDÉRANT** ainsi que la modification est non substantielle, notable sans nécessité d'actualisation de l'étude d'impact ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'acter cette modification par arrêté préfectoral complémentaire, suite à une consultation du public par voie électronique selon les termes de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement ;

**APRÈS** communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION**

La société EMFI, dont le siège social est situé 3 rue Ettore Bugatti, B. P. 40030, 67501 HAGUENAU CEDEX, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants pour les activités qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Niedermodern, au 1 rue de la Source.

### **ARTICLE 2 – MISE À JOUR DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2010 et l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2014 répertoriant les installations classées de l'établissement sont modifiés comme suit :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2564-1c	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques : Le volume des cuves de traitement étant : c.. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques		1 400 l
2660.a	A	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération)	Régénération de polymères	50 t/j
2661-1-a	A	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : Supérieure ou égale à 10 t/j	Mélange de prépolymères, autres préparations et additifs	80 t/j
2662-2	D	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : Le volume susceptible d'être stocké étant : Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Stockage de colles et mastics	120 m <sup>3</sup>
2915-2	D	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l	Circuits de chauffage	2 500 l
1185-2a	DC	Gaz à effet de serre fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Fluide frigorigène cumulé	314 kg
2925-1	D	Accumulateurs (ateliers de charge d') : la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette		60 kW

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
		opération étant supérieure à 50 kW		
1436-2	DC	Stockage de liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C. La quantité totale susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t		506 tonnes
1450.1	A	Stockage ou emploi de solides facilement inflammables		12,7 tonnes
4110-2a	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, substances et mélanges liquides.		3 tonnes
4330.2	DC	Liquides inflammables de catégorie 3 maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition		5 tonnes
4331.3	E	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3, la quantité totale susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Stockage de xylène : 58 tonnes	138 tonnes

Régime : A = Autorisation, E = Enregistrement, D =déclaration

### ARTICLE 3 – MISE À JOUR DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ DU 30 JUILLET 2010

Les compléments suivants sont apportés au chapitre 8.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2010 :

#### Chapitre 8.3 : Stockage

Le produit Solvesso est stocké dans une armoire équipée de parois coupe-feu deux heures et d'un système d'extinction automatique.

Le chapitre 8.4 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2010 est modifié comme suit :

#### Chapitre 8.4 : Stockage et mise en œuvre des matières premières inflammables

##### Article 8.4.1 Généralités

L'exploitant tient à jour un document de suivi des différents réservoirs sur le site et des canalisations y afférentes. Ce document mentionne les caractéristiques des réservoirs (simple, double enveloppe, stratifié...) et des canalisations, leurs équipements de sécurité, les dates prévisionnelles des contrôles et dates de réalisation. Le document est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que les certificats d'épreuve.

L'aire de stationnement des véhicules en cours de dépotage est conçue de manière à recueillir les liquides accidentellement répandus.

Chaque réservoir fixe doit être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comporte un raccord fixe conforme aux normes en vigueur. Sur chaque canalisation de remplissage ou à proximité, la nature du produit contenu dans le réservoir et sa capacité sont mentionnées.

Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu et d'un dispositif limiteur de remplissage.

Chaque réservoir doit être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur. Ces tubes doivent être fixés à la partie supérieure du réservoir au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné et avoir une direction ascendante avec un minimum de

coudes. Ces orifices devront déboucher à l'air libre, être protégés de la pluie et éloignés de tout foyer ou feu nu.

Le local de stockage de liquides inflammables en fûts est correctement ventilé. La hauteur de gerbage des fûts est limitée à trois hauteurs. Toute disposition est prise pour qu'en cas de chute, le fût reste à l'intérieur de la cuvette de rétention.

La manipulation de solvants s'effectue en circuit fermé, les produits étant pompés directement des citernes de stockage enterrées ou des fûts vers les mélangeurs. Les ateliers où sont manipulés ces produits sont ventilés.

#### **Article 8.4.2 Stockage aérien de xylène**

Les conditions de stockage sont conformes au dossier de modification.

La cuve de stockage est inférieure à 58 tonnes de xylène, soit 64 m<sup>3</sup>, elle est à double enveloppe, aérienne et verticale équipée d'une détection de fuite. Elle est également équipée d'un dispositif permettant de supprimer les émissions de la cuve lors des opérations de remplissage.

L'implantation est à plus de 30 mètres de la limite de propriété, avec deux moyens d'accès pour les services incendie et secours.

Le tube d'évent est équipé d'un pare-flammes.

Une pompe de relevage pour enlever les eaux de pluie de la rétention après analyse de l'eau est présente.

Les pompes de transfert sont équipées d'une sécurité qui arrête la pompe en cas d'échauffement anormal.

Un dispositif de mesure de pression d'azote en continu est mis en place, pour s'assurer de la présence constante d'inertage.

Le dépotage est réalisé en présence d'un opérateur EMFI.

Le système de protection incendie est composé d'une couronne de refroidissement et d'un système d'injection de mousse.

### **ARTICLE 4 – MODALITÉS D'EXÉCUTION**

#### **4.1 : MESURES DE PUBLICITÉ**

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **4.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site

internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Obligation de notification de recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### 4.3 : EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société EMFI,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire de Niedermodern.

La préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**